



## **Déclaration de la FSU 65 au CDEN du 18 octobre 2011**

**Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Général, Monsieur l'Inspecteur d'Académie des Hautes Pyrénées,  
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN.**

**C'est dans un contexte de crise économique, idéologique et politique que se tient ce CDEN de rentrée.**

**Le gouvernement face à la crise se trompe dans ses analyses et poursuit sa politique d'austérité pénalisant essentiellement les salariés : réforme des retraites, suppressions massives d'emplois, baisse du pouvoir d'achat, mise à mal des dépenses de santé et des mutuelles...**

**Le résultat que l'on constate malheureusement au quotidien, c'est l'aggravation des difficultés sociales et des inégalités ainsi qu'un affaiblissement des services publics. Le gouvernement doit intervenir de manière urgente sur les causes réelles de la crise et notamment sur l'emploi (en particulier celui des jeunes) et le pouvoir d'achat. Il doit engager des réformes structurelles pour plus d'égalité sociale : réforme de la fiscalité pour un autre partage des richesses produites, taxation des hauts revenus, de certaines entreprises, suppression des niches fiscales et sociales et contrôle du système bancaire et financier.**

**Avec 30 400 postes encore supprimés au nom du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique d'Etat au budget de 2012, ce sont 150 000 postes supprimés depuis 2008 ! Pour autant notre économie ne se porte pas mieux, les inégalités sociales sont au contraire plus flagrantes et la cohésion sociale est mise à mal.**

**Il faut cesser de considérer les Services Publics et la Fonction Publique comme une charge. Éducation, Formation, Recherche, Santé, Culture, Justice, Logement, Énergie, Environnement... sont des « biens communs ». Leur développement est indispensable et notamment en situation de crise.**

**Le gouvernement doit cesser de jouer sur une crise qu'il a contribué à laisser se développer, entendre les exigences exprimées encore aujourd'hui et ouvrir les discussions nécessaires.**

**Dans l'éducation, les suppressions massives d'emplois et les réformes régressives, accentuent le côté inégalitaire du système.**

**Ces orientations ont une traduction départementale année après année avec des classes toujours plus chargées et une offre de formation toujours plus contrainte.**

**Année après année, les conditions d'exercice de tous les personnels de l'Éducation ne cessent de se dégrader. A cela s'ajoute pour nos collègues une baisse constante du pouvoir d'achat. La réforme de notre système des retraites va conduire des personnels usés à poursuivre leur carrière au détriment de la qualité de l'enseignement dispensé aux élèves.**

## **Pour le premier degré**

**Pour suivre l'actualité, nous ne pouvons que condamner les évaluations que le ministre souhaite mettre en place afin de ficher et de trier scolairement des enfants de 5 ans, qui seront pour la plupart disqualifiés à cause de leur origine sociale. L'école a sans doute mieux à faire, et ce n'est certainement pas la voie pour parvenir à la réussite de tous les élèves que défend la FSU ! Soyez assurés que la FSU sera vigilante à ce qu'aucune pression ne soit exercée sur nos collègues afin qu'ils procèdent à ce catalogage !**

**La question des fusions d'écoles, associées à des projets de restructuration des tissus scolaires locaux attirent nos inquiétudes sur au moins deux points à savoir la remise en cause des écoles communales comme piliers de l'aménagement du territoire notamment en milieu rural ainsi que le problème de rupture de l'équité de traitement pour les personnels dont les postes sont supprimés suite à ces fusions. Pour l'école de Soues, la fusion entraînera à terme la disparition d'un établissement qui avait de par sa proximité avec une cité populaire un rôle de cohésion sociale indéniable. A Trie, les élèves de maternelle verront pour certains une importante augmentation de leur temps de trajet car le système de transport en commun n'est pas suffisant. Il faut espérer que l'administration n'utilise pas le chantage à la suppression de poste pour obtenir des élus locaux une acceptation de ces fusions.**

**Enfin la scolarisation des deux ans n'est toujours pas une priorité de notre institution et la suppression de 26.5 postes en cette rentrée dans notre département ne va évidemment pas donner une autre réalité à ce constat. Nous savons également que les postes de RASED, d'intervenants en langue vivante et de titulaires mobiles sont dans le viseur du ministère pour la carte scolaire 2012. Et ce sont encore les élèves les plus fragiles qui payeront le tribut de la pénurie organisée par le gouvernement.**

## **Dans le second degré**

**La vingtaine de postes supprimés en collèges, lycées généraux, technologiques et professionnels porte à 50 le nombre de suppressions depuis la rentrée 2009. Or dans cette même période les effectifs d'élèves croissent en collège.**

**En lycée, les modalités d'application de la réforme des classes de première confirment nos craintes et aggravent les travers que nous avons déjà dénoncés en seconde : appauvrissement des horaires disciplinaires, en particulier en sciences, abandon du cadrage national initialement annoncé pour le travail en groupes, mise en place d'un tutorat qui évince les conseillers d'orientation des établissements.**

**En collège, la diminution, sans aucune justification, des moyens, va lourdement peser sur le niveau des 6èmes en particulier, puisque le tiers des collèges du département aura des classes entre 28 et trente élèves, alors que les élèves de ce niveau demandent une attention particulière, surtout s'ils arrivent, comme c'est le cas de 10% d'entre eux environ, en étant déjà en difficulté.**

**Les personnels et en particulier les TZR paient très cher cette politique de restriction en jouant souvent les bouche-trous au mépris de toute considération pédagogique. Des professeurs en poste fixe effectuent parfois 1h30, parfois 2 heures, en complément de service dans des communes non limitrophes.**

**Il y aurait pourtant des postes à créer. En effet les heures supplémentaires à l'année représentent l'équivalent de 90 postes, soit 9% de l'effectif enseignant.**

**Les personnels dits précaires représentent quant à eux 10% des effectifs de l'Education Nationale dans ce département. Nos jeunes collègues stagiaires non seulement travaillent désormais à plein temps, mais vont devoir se déplacer à Toulouse deux vendredis sur trois, pour 6 heures de formation en sus de leur service. Quelle image du métier leur donne-t-on ?**

**Dans les départements, se pose la question du devenir des inspections académiques, à Tarbes les effectifs de l'inspection ont baissé de plus d'un quart ces dernières années. Autant vous dire que c'est l'inquiétude qui est de mise lorsqu'on parle d'avenir professionnel avec nos collègues.**

**La politique de destruction d'emploi n'épargne aucun secteur et la bonne volonté des agents ne suffira plus bientôt pour maintenir un service public à la hauteur de ses missions !**

**Pour conclure, il est temps de réinvestir dans notre système éducatif, la formation et la réussite de tous les élèves doit clairement redevenir un objectif prioritaire pour l'Etat.**

**Il n'est pas possible, de réindustrialiser notre pays comme semble le souhaiter le gouvernement sans mettre en place une politique de formation des jeunes de qualité !**